

## **Compte rendu allemand de l'entretien du 22 octobre 1940 entre Hitler et Laval**

*Le compte rendu porte la signature de l'interprète Paul Schmidt.*

Source : Delpla François, *Montoire*, Albin Michel, 1996 (annexes p. 431-437).

Monsieur Laval remercia d'abord le Führer d'avoir permis cet entretien. Il avait cru d'abord qu'il parlerait uniquement avec le ministre des Affaires étrangères du Reich, et venait d'apprendre que le Führer le recevrait.

Il avait l'intention de parler au Führer à cœur ouvert et de marquer par-là l'espoir qu'il plaçait dans la collaboration franco-allemande. Il regrettait de n'avoir pas rendu visite au Führer quelques années plus tôt; car peut-être, alors, les tristes événements subis par la France auraient pu être évités.

Il avait déclaré devant l'Assemblée nationale que la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne était le plus grand crime jamais commis au cours de l'histoire de France. Il s'était fait, dès l'avant-guerre, le champion d'une collaboration franco-allemande et d'une organisation méthodique de l'Europe, et il pourrait sans peine persévérer dans la même ligne politique. Il regrettait seulement d'avoir à le faire en un moment où la France était tombée si bas. A son avis, la politique de la France devait se fonder sur la collaboration avec le Reich.

L'Allemagne avait remporté la victoire. Si elle voulait, elle pouvait en abuser; car la France n'était pas capable du moindre réflexe physique et serait obligée de subir tous les coups. Laval doutait cependant que l'Allemagne, dans ce cas (celui où elle abuserait de sa victoire), puisse retirer tous les fruits moraux et matériels de son incomparable victoire.

Au reste, il ne laissait passer aucune occasion de faire observer au maréchal Pétain (qui partageait son point de vue) qu'une collaboration sincère et sans réserve de la France avec l'Allemagne était le seul salut.

Le Führer répondit qu'il avait jugé opportun de s'entretenir avec M. Laval à un moment où d'autres conversations internationales importantes d'une portée décisive avaient lieu ou allaient avoir lieu. Il était évident que ce premier entretien ne pourrait pas entrer dans les détails des relations franco-allemandes, qu'on ne saurait épuiser en quelques heures, mais qu'il fallait d'abord chercher à en clarifier les principes. C'était nécessaire, non seulement parce que la clarification des principes était le préalable à l'examen des détails, mais parce qu'elle conditionnait les pas suivants qu'il était disposé à faire.

A ce sujet, il fallait souligner pour commencer que le déclenchement de la guerre entre la France et l'Allemagne était véritablement un crime que rien ne pouvait justifier. Il avait encore cherché, le 2 septembre 1939, à empêcher cette guerre, à laquelle on ne pouvait pas trouver le plus petit fondement. L'Allemagne n'avait pas présenté, à l'Angleterre comme à la France, des exigences telles qu'elles justifient une réaction aussi énorme qu'une déclaration de guerre. Et pourtant la guerre avait été déclarée, et l'Allemagne l'avait conduite à sa guise. Si elle était maintenant terminée, on pourrait envisager le règlement définitif des problèmes pendants. Cependant elle continuait, contre le vœu du Führer. Sa date de fin n'était peut-être pas absolument prévisible ; son issue militaire ne faisait cependant aucun doute. Il disait cela au risque de passer pour un prophète optimiste, mais à ce sujet il rappelait que beaucoup de ses prophéties s'étaient révélées exactes. Le mauvais temps, favorable à l'Angleterre, pouvait bien retarder le règlement final, il ne pourrait pas modifier l'issue, tout comme, l'hiver dernier, par suite du mauvais temps, les solutions que le Führer voulait mettre en œuvre dès l'automne précédent avaient été simplement retardées, sans que rien fût changé à leur nature.

Il était clair que le Führer avait pour but de finir la guerre le plus vite possible, car il ne la faisait pas par goût de la guerre, mais seulement pour pouvoir se remettre au plus vite à ses tâches de paix, car chaque semaine supplémentaire coûtait des sacrifices matériels supplémentaires.

Laval devait comprendre que quelqu'un devait porter la responsabilité du coût de la guerre et en supporter les conséquences. Chaque mois supplémentaire accroissait les dépenses,

complètement improductives, de la guerre. On ne pouvait cependant en faire supporter le coût à un pays qui ne l'avait ni voulue, ni commencée, ni perdue.

Le Führer évoqua ensuite certains courants, en France, qui cultivaient l'espoir qu'une guerre de plus longue durée apporte un changement dans la situation militaire, à l'avantage de la France. L'avenir montrerait que ces espoirs étaient sans fondement et les calculs fondés sur eux absolument faux. Du point de vue militaire, la guerre serait conclue soit par une série d'attaques foudroyantes de l'Allemagne, soit par un étouffement graduel de la volonté et des moyens de résistance britanniques. Le Führer exprima sa ferme conviction que le moment viendrait où l'Allemagne, d'une manière ou d'une autre, imposerait la paix. Il ne doutait pas de la faillite des calculs de ces cercles français qui espéraient qu'en quatre, six ou huit mois une situation meilleure pour leur pays pouvait se présenter, ou qui supposaient en quelque sorte qu'à partir d'un certain moment l'Angleterre ne pourrait plus signer la paix avec l'Allemagne aux dépens d'un autre pays.

Pour l'Allemagne, la question décisive était de savoir qui assumerait les frais de la guerre. Les pertes humaines ne pourraient naturellement pas être réparées, car les morts ne se relèveraient pas et les invalides ne se rétabliraient pas. Mais pour les pertes matérielles, on devait demander une indemnité. Le but de l'Allemagne en matière de dédommagements matériels se limitait à des facteurs militaires et purement matériels. Militairement parlant, la France était le premier pays vaincu, et, par là, un adversaire à rendre tout de suite responsable. Matériellement parlant, il s'agissait justement, dans cette voie, d'aider le peuple allemand à couvrir ses principaux besoins. L'Allemagne ne recherchait pas une paix de gloriole ou de vengeance, mais agissait sous la dure contrainte de la nécessité. On pouvait également penser que la destruction de la puissance anglaise lui ouvrirait d'autres possibilités.

Au fond, il abordait cette question sans passion, car il avait, hélas en vain, essayé pendant des années de promouvoir une collaboration franco-allemande. A l'avenir également il choisirait cette voie de la collaboration entre les deux pays, si on pouvait en établir les fondements.

Laval répondit qu'il avait déjà insisté dans son exposé initial sur le fait qu'à son avis la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne avait été un crime perpétré contre la France. En France aussi la guerre avait été peu populaire, les Français ne sachant pas pourquoi ils se battaient. La preuve de l'exactitude de ce qu'il avançait, il la trouvait entre autres dans le nombre des prisonniers de guerre, qui était de deux millions. Un pays qui pouvait se battre et qui au cours de son histoire avait aussi montré qu'il savait se battre, donnait à travers un tel nombre de prisonniers la démonstration que son peuple ne voulait pas la guerre.

Lui, Laval, voyait bien que le moment n'était pas encore venu d'examiner les détails d'une politique commune franco-allemande. Il comprenait donc le vœu du Führer, de borner l'entretien de ce jour aux points fondamentaux. Il concédait volontiers, pour rester dans les préoccupations du Führer, que la guerre était complètement injustifiée et que les précédents gouvernements français avaient commis une faute, en ne saisissant pas chaque occasion de se rapprocher de l'Allemagne. Et il voyait bien qu'aucun règlement durable entre la France et l'Allemagne ne pouvait survenir tant que la guerre durerait. Sur son issue, il n'avait pas le moindre doute: l'Angleterre serait battue, et en tant que Français il ne pouvait qu'ajouter qu'il souhaitait la défaite anglaise de tout son cœur. L'Angleterre, qui avait tout fait pour pousser la France dans la guerre, n'avait rien fait ensuite pour la soutenir au combat. Depuis la conclusion de l'armistice, sa conduite envers la France avait été telle que le souhait exprimé plus haut de la voir battue par l'Allemagne ne pouvait que devenir encore plus intense et plus sincère. Il voyait bien également que quelqu'un devrait payer le prix de la guerre, qui augmentait de mois en mois, et que par suite il fallait souhaiter, dans l'intérêt de tous, sa fin la plus rapide possible. Il était également convaincu que l'Allemagne, qui n'avait ni voulu ni perdu la guerre, ne devait pas en payer le prix. Il espérait cependant qu'il aurait l'occasion, en discutant des détails d'une collaboration franco-allemande, de défendre les intérêts de son pays.

Le Führer avait mentionné certains courants, en France, qui, par la prolongation de la guerre, espéraient secrètement que la situation de la France s'améliore un jour. Il pouvait seulement dire que des spéculations de ce genre lui paraissaient très sottes. En outre, il faisait remarquer qu'il serait injuste et faux de supposer que tous les Français étaient de cet avis. Les gens du Front populaire, qui ne pouvaient se faire au nouveau régime français, les Juifs et beaucoup de gens riches qui espéraient que la bonne vie d'avant-guerre pourrait reprendre tôt ou tard, étaient certes de cet avis. Mais il y avait aussi parmi ceux qui partageaient cette opinion beaucoup de gens de bonne volonté qui souffraient de voir leur patrie occupée et n'avaient pas cru voir dans une autre direction une lueur d'espoir pour l'avenir. Mais, il pouvait le dire en toute sûreté, si cette conversation et les entretiens suivants qui auraient peut-être lieu faisaient apparaître comme réaliste l'idée d'une collaboration franco-allemande, et si une paix honorable était offerte à la France ou pouvait être acceptée par l'Allemagne, cette tendance anglophile disparaîtrait en France. Il connaissait bien son pays et pouvait affirmer que certains signes, au demeurant très discrets, allant dans ce sens n'avaient aucune signification. Si le Führer prenait la main que la France lui tendait, et si la France et l'Allemagne collaboraient, la totalité du peuple français, à l'exception de quelques incorrigibles, serait pleinement d'accord. Dans le même ordre d'idées, Laval caractérisa la conversation avec le Führer comme un geste d'une grande portée politique, qui éveillerait en France de grands espoirs. Il savait qu'avant la guerre le Führer avait souvent offert à la France la collaboration et pendant la guerre, à plusieurs reprises, la paix. Si, à l'époque, elle s'était illusionnée, elle pouvait à présent revenir sur le droit chemin et l'avait déjà retrouvé. Si l'Allemagne, comme le Führer venait de le déclarer, ne voulait pas une paix de vengeance, et d'ailleurs Laval ne s'attendait pas à autre chose, alors tout était possible. Si le Führer, en considération du long développement historique accompli par la France - et il avait montré auparavant qu'il savait la respecter - accordait à ce pays, dans le nouvel ordre européen créé par lui, une place honorable, conforme à son histoire et à son génie, on pouvait tout obtenir.

Le Führer expliqua que dans le même ordre d'idées il ne pouvait laisser de doute sur le fait qu'une organisation positive des rapports franco-allemands, de quelque forme qu'elle fût, ne pourrait être menée à bien tant que la guerre ne serait pas bel et bien finie. Tant que la guerre n'était pas réglée, la question de savoir qui devrait en payer le prix resterait ouverte, et si l'Allemagne allait trouver d'un autre côté, dans une phase ultérieure, la possibilité de conclure un compromis avantageux, personne ne pourrait s'attendre à ce qu'elle continue la lutte, rien que pour épargner la France. Il devait expliquer cela froidement, c'est en dernier ressort les relations futures des deux pays qui en dépendaient. Il avait saisi que Laval personnellement n'était pas l'ami des Anglais et souhaitait leur défaite. Mais beaucoup de Français avaient une autre conception et nourrissaient d'autres espoirs.

Le Führer souligna qu'il était décidé, si nécessaire, à mobiliser contre l'Angleterre tout ce qu'on pouvait humainement concevoir. Peut-être se rendrait-on compte dans le proche avenir que ce n'était pas seulement des mots. Il était de la plus haute importance, pour les relations futures des deux pays, que l'on sache si la France voulait adopter une attitude positive dans cette mobilisation générale contre l'Angleterre ou si elle croyait pouvoir, par une attitude d'expectative, s'assurer de plus grands avantages dans l'avenir. Cette question était décisive également parce que l'élargissement général du front contre l'Angleterre dépendrait de la prise de position de la France, ou au moins en serait grandement influencé: soit on tiendrait compte de ses intérêts, soit on les négligerait. Il croyait par principe que la meilleure paix entre l'Allemagne et la France, qui serait alors conclue nécessairement aux dépens de l'Angleterre, ne pouvait être qu'une paix tenant compte de tous les intérêts de l'Allemagne en Europe et en Afrique, et devant conduire à une conception plus européenne de la défense des intérêts légitimes d'une série de nations en Afrique. Il pouvait bien concevoir que la France, non seulement n'aurait pas à supporter les souffrances qu'elle-même avait fait subir à l'Allemagne en 1918, et que comme il ressortait de certaines publications elle voulait renouveler en cas de victoire, mais qu'elle trouverait, tant en Europe qu'en Afrique, les égards dus à son importance. Mais si la guerre

continuait et si l'Allemagne trouvait un compromis dans une autre direction, le Reich devrait nécessairement se dédommager d'une autre manière.

Le Führer ajouta que, naturellement, il ne demandait pas à M. Laval une réponse approfondie à ces considérations. Il le pria seulement de faire part au maréchal Pétain du contenu de cette conversation. Peut-être alors se ferait jour la possibilité d'un entretien personnel entre le maréchal et le Führer. Lui-même aurait le lendemain une conversation avec Franco, et si le maréchal Pétain acceptait son invitation à un entretien personnel, celui-ci pourrait peut-être avoir lieu ensuite.

Laval expliqua aussitôt que le maréchal acceptait toute invitation du Führer et qu'ainsi il pouvait exprimer tout de suite cette acceptation en son nom. En outre, il partageait presque en tous points l'avis du Führer. Toutefois il ne parlait qu'en son nom personnel, dans l'unique intérêt d'assurer à son pays la moins mauvaise paix possible. Pour cela il ne voyait qu'une possibilité: la défaite de l'Angleterre. Si la guerre durait et se concluait par un compromis anglo-allemand, et si le comportement de la France n'avait pas été clair, il allait de soi que les relations franco-allemandes en souffriraient.

Le Führer avait parlé de certains documents et publications faisant apparaître les souffrances que la France aurait imposées à l'Allemagne au cas où elle aurait été vaincue. Il ne savait pas à quelles publications et à quels documents le Führer se référait, et pouvait seulement dire que là aussi, à nouveau, on voyait l'influence funeste et l'immixtion corruptrice de l'Angleterre dans les affaires françaises.

Le Führer avait ensuite déclaré que l'Allemagne et d'autres pays avaient en Afrique des intérêts légitimes. Par « autres pays », il entendait sans doute l'Italie et l'Espagne. Il [lui, Laval] devait souligner en toute franchise que la France s'était constitué un empire colonial à force de peine et de patience, et le regardait comme une partie intégrante de sa chair et de son sang. Il croyait et espérait qu'il était possible de trouver une forme de collaboration qui assure à l'Allemagne et aux autres nations intéressées leur juste part des matières premières, sans que pour autant la souveraineté de la France dans son empire colonial soit affectée.

Là-dessus, le Führer remarqua que l'Allemagne aussi s'était donné des colonies au prix d'un dur travail et qu'en l'an 1918 on était passé tout simplement à l'ordre du jour, en se les appropriant. Il pensait juste de faire collaborer les intérêts économiques avec les possessions politiques. Cela ne voulait pas dire que la France, quand la paix serait conclue aux dépens de l'Angleterre, et même en tenant compte des intérêts des pays tiers, verrait diminuer sensiblement son domaine colonial en Afrique, abstraction faite des colonies allemandes.

Il jugeait nécessaire de préciser que l'Afrique complétait l'Europe, et que les possessions européennes sur ce continent appartenaient à l'Europe. Il fallait trouver là un règlement qui satisferait sur le long terme les intérêts des nations du continent européen en Afrique, et créer une organisation territoriale où les intérêts de tous seraient défendus. Ce règlement devrait offrir la garantie que même dans la paix la collaboration pour obtenir et éventuellement défendre ces possessions soit assurée. Voilà en tout cas, sur la question coloniale, une proposition substantiellement différente du règlement qui avait été imposé en 1918.

Laval poursuivit ses remarques sur la question coloniale en se référant aux sentiments des indigènes. Il se gardait de préciser à ce moment quels étaient ces sentiments à l'égard de certains pays. Une chose était sûre, les indigènes aimaient la France et admiraient l'Allemagne. Il se faisait un devoir sacré de défendre les populations françaises indigènes au même titre que les Français blancs. Si on abordait, comme la France, le projet d'une collaboration active avec courage, loyauté et franchise, il était certainement possible de trouver un règlement par lequel les intérêts légitimes de la France seraient sauvegardés. Il fallait absolument éviter ce qui lèse l'honneur français, ce qui blesserait la sensibilité ou la fierté raciale des Français. Si le Führer partageait ce point de vue, il était sûr que la collaboration franco-allemande était non seulement possible, mais qu'elle porterait des

fruits nombreux et que du grand malheur de la guerre sortirait peut-être de cette façon pour toute l'Europe l'avantage d'une collaboration franco-allemande.

Le Führer répondit brièvement que la susceptibilité de la fierté raciale française ne pourrait être épargnée que si la paix se faisait aux dépens de l'Angleterre.

Pour conclure on envisagea de tenir la rencontre entre et le Führer et le maréchal Pétain le surlendemain 24 octobre, au même endroit.

Pendant toute la conversation, Laval prit des notes précises sur les propos du Führer, qu'il se faisait dicter presque mot à mot en traduction française